

Sous la direction
d'Élisabeth Décultot,
Michel Espagne
et Jacques Le Rider

Dictionnaire du monde germanique

Ouvrage publié avec le concours
du Centre national du livre



ISBN 978.2.227.47652.3
© Bayard, 2007
3 et 5, rue Bayard, 75393 Paris Cedex 08

entretenaient un réseau d'écoles primaires et secondaires, particulièrement dense en Bavière. Or ici comme ailleurs, l'État n'a pas les moyens de prendre le relais de l'Église.

La sécularisation désorganise profondément la vie de l'Église qui doit faire face à une chute brutale des ordinations, liée à la disparition de nombreux séminaires ; celle-ci n'est qu'en partie compensée par la reconversion de nombreux réguliers dans des tâches paroissiales. En outre, lorsqu'ils sont maintenus, les chapitres cathédraux ne sont plus autorisés à jouer leur rôle de collège électoral et en 1817, seuls trois sièges épiscopaux sont encore pourvus. L'Église est désormais placée sous le contrôle de l'État qui s'exerce de façon plus ou moins rigide : les prêtres sont nommés par le souverain, la publication des livres de catéchisme et de théologie, des bulles pontificales et des lettres pastorales est soumise à autorisation de même que les pèlerinages et les processions. C'est seulement entre 1817-1827 que la vie de l'Église est réorganisée, État par État, dans le cadre des diocèses.

Reste que si la sécularisation, qui participe de la mise à bas de l'Ancien Régime, a été vécue comme un cataclysme par de nombreux catholiques, elle a permis à l'Église, par l'entremise d'une nouvelle génération de prêtres et d'évêques au recrutement plus démocratique, de se recentrer sur la pastorale et de s'adapter aux évolutions de la société.

Isabelle von Buelzingsloewen

☐ DIPPER, C., « Probleme einer Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Säkularisation in Deutschland », in A. von Reden-Dohna, dir., *Deutschland und Italien im Zeitalter Napoleons*, Wiesbaden, 1979, p. 123-170.

HÜRTEN, H., *Kurze Geschichte des deutschen Katholizismus 1800-1960*, Mayence, 1986.

LANGNER, A., dir., *Säkularisation und Säkularisierung im 19. Jahrhundert*, Munich, 1978.

RAUSCHER, A., dir., *Deutscher Katholizismus und Revolution im frühen 19. Jahrhundert*, Munich, 1975.

SCHATZ, K., *Zwischen Säkularisation und Zweitem Vatikanum. Der Weg des deutschen Katholizismus im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort, 1986.

SCHIEDER, W., *Säkularisation und Mediatisierung. Die Veräußerung der Nationalgüter im Rhein-Mosel-Departement 1803-1813*, Boppard am Rhein, 1987.

SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne)

Le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*) était le parti d'État de la RDA. Il revendiquait le pouvoir politique en se fondant sur les théories marxistes-léninistes et se comprenait comme l'avant-garde de la classe ouvrière, appelée à exercer la dictature du prolétariat. Pour imposer sa politique, il recourait à des « cadres » (*Kader*) qui contrôlaient tous les domaines de l'État et de la société. Les organes du SED étaient le congrès du parti siégeant tous les cinq ans et élisant les membres du Comité central, qui élisait à son tour le secrétariat du comité central, le bureau politique et le secrétaire général (Walter Ulbricht jusqu'en 1971, puis Erich Honecker jusqu'en octobre 1989, Egon Krenz en novembre et décembre 1989). Avec ses nombreuses subdivisions et ses organisations de masse, le SED dominait tous les domaines de la société de la RDA, à l'exception de rares refuges comme les églises.

L'histoire et le développement du SED ne peuvent se comprendre que dans un contexte interallemand. Le parti est né en 1946 dans la zone d'occupation soviétique par fusion du parti communiste (KPD) et du parti social-démocrate (SPD). Au sortir de la guerre, les deux partis manifestaient un grand intérêt à dépasser la scission du mouvement ouvrier. Durant les mois qui suivirent, la politique du parti communiste dans la zone soviétique suscita cependant une opposition de plus en plus vive, car, avec l'aide de l'administration militaire soviétique, elle créait des difficultés aux autres partis politiques et s'efforçait de les marginaliser. Le SPD se divisa sous la pression des conflits en une aile minoritaire autour d'Otto Grotewohl qui accepta l'union avec le parti communiste et une aile autour de Kurt Schumacher qui refusa toute coopération avec les communistes. La nature exacte de la fusion donne encore lieu à des polémiques parmi les chercheurs. S'agissait-il d'un rassemblement sous la contrainte ou d'un mouvement volontaire ? Après le regroupement des deux partis au sein du SED dans la zone soviétique, la direction du nouveau parti, qui comptait en 1946 environ 1,2 millions de membres, élargit systématiquement son pouvoir selon le modèle soviétique. Lorsque la RDA fut fondée le 7 octobre 1949, l'ancien membre du parti communiste, Wil-

helm Pieck, devint le président de ce nouvel État et Otto Grotewohl en fut le premier ministre. Le véritable centre du pouvoir était toutefois le Comité central du SED, présidé à partir de 1950 par son secrétaire général Ulbricht. À ce poste, Ulbricht survécut à toutes les querelles internes au parti et, avec l'appui des troupes soviétiques, au soulèvement du 17 juin 1953. Quand, à la fin des années 1960, Ulbricht entra en conflit avec Moscou parce qu'il défendait sa propre ligne et voulait bloquer la politique de détente, Erich Honecker parvint en mai 1971 à la tête du SED. Les apparentes tendances à la libéralisation qui s'ensuivirent et l'objectif d'une « unité de la politique économique et sociale » est-allemande, associés à un net essor économique — qui venait, il est vrai, des crédits de la RFA — signalèrent une réorientation de la politique. Dans une conjoncture de reconnaissance de plus en plus large de la RDA à l'étranger et de signature de l'acte final d'Helsinki, le SED vit sa politique reconnue également sur le plan international. Son incapacité à se réformer se révéla néanmoins dans la répression des voix critiques, même lorsqu'elles venaient de ses propres rangs. Les étroits espaces de liberté se résorbèrent au plus tard lorsque le chanteur Wolf Biermann fut déchu de sa citoyenneté est-allemande. La répression, aggravée par l'extension massive du système de surveillance (Stasi), ne se manifestait pourtant plus selon des méthodes stalinienne (arrestations de masse etc.), mais dans les formes plus douces d'une démolition de l'adversaire politique. Même le cours réformateur qui s'annonçait dans le parti communiste russe sous Gorbatchev à partir de 1985 n'incita pas la direction du SED à assouplir ses structures sclérosées ou à revoir ses relations avec les mouvements d'opposition. La direction du parti préféra propager un « socialisme aux couleurs de la RDA ». La non-prise en compte des transformations en Union soviétique et dans les autres pays socialistes ainsi que le manque de flexibilité dans la gestion de nombreux problèmes intérieurs empêchèrent le SED d'engager un processus de réforme après les fuites massives d'Allemands de l'est en direction de la RFA durant l'été 1989 et après des manifestations prolongées. Quelques jours à peine après le 40^e anniversaire de la RDA, le 18 octobre 1989, Erich Honecker fut libéré

de ses fonctions et Egon Krenz prit la direction du parti. En mai 1989, le SED comptait 2 260 979 membres. En décembre 1989, il élut Gregor Gysi à sa tête, s'appela d'abord SED-PDS et, à partir de février 1990, seulement PDS.

Thomas Klemm et Christian Lotz

▣ FULBROOK, M., *Anatomy of a Dictatorship. Inside the GDR 1949-1989*, Oxford, 1995.

MALYCHA, A., *Die SED. Geschichte ihrer Stalinisierung*, Paderborn, 2000.

NAKATH, D., STEPHAN, G.-R., « Die achtziger Jahre – Erosion der SED-Herrschaft », in EPPERMANN, R., FAULENBACH, B., MÄHLERT, U., dir., *Bilanzen und Perspektiven der DDR-Forschung*, Paderborn, Zurich, Vienne, Munich, 2003, p. 75-84.

WEBER, H., *Die DDR 1945-1990*, 3^e édit. revue, Munich, 2000.

Sens et non-sens de l'histoire :

W. Rathenau, T. Lessing, R. Pannwitz

Walther Rathenau (1867-1922), Theodor Lessing (1872-1933) et Rudolf Pannwitz (1881-1969) ont en commun d'être issus de la vaste nébuleuse idéologique qui marque profondément l'Allemagne de 1870 à 1933, nébuleuse connue sous le nom de « critique de la culture ». La *Kulturkritik* manifeste la difficulté qu'éprouve la culture idéaliste et humaniste allemande à s'adapter au monde moderne. Le rejet de la pensée abstraite et rationnelle, doublé d'un éloge des valeurs de la vie, le refus des idéologies et de l'économie issues du libéralisme de type occidental, l'appel à une régénération de l'Allemagne : tels sont les thèmes communs aux *Kulturkritiker*, qui désignent souvent par civilisation la modernité qu'ils refusent. À une conception linéaire de l'histoire marquée par un progrès continu de l'humanité, ils opposent leur vision organiciste d'une histoire faite de cycles entraînant peuples et cultures dans une spirale d'essors et de déclin. Toutefois, cette sensibilité commune aux phénomènes culturels débouche sur des engagements très divers. Rathenau a la particularité d'avoir été à la fois un intellectuel reconnu, un chef d'entreprise et un homme politique. À la tête du groupe industriel AEG à partir de 1915, il entre véritablement en politique après la défaite, d'abord comme expert, puis comme ministre de la Reconstruction et ministre des Af-

entretenaient un réseau d'écoles primaires et secondaires, particulièrement dense en Bavière. Or ici comme ailleurs, l'État n'a pas les moyens de prendre le relais de l'Église.

La sécularisation désorganise profondément la vie de l'Église qui doit faire face à une chute brutale des ordinations, liée à la disparition de nombreux séminaires ; celle-ci n'est qu'en partie compensée par la reconversion de nombreux réguliers dans des tâches paroissiales. En outre, lorsqu'ils sont maintenus, les chapitres cathédraux ne sont plus autorisés à jouer leur rôle de collège électoral et en 1817, seuls trois sièges épiscopaux sont encore pourvus. L'Église est désormais placée sous le contrôle de l'État qui s'exerce de façon plus ou moins rigide : les prêtres sont nommés par le souverain, la publication des livres de catéchisme et de théologie, des bulles pontificales et des lettres pastorales est soumise à autorisation de même que les plectrines et les processions. C'est seulement entre 1817-1827 que la vie de l'Église est réorganisée, État par État, dans le cadre des diocèses.

Reste que si la sécularisation, qui participe de la mise à bas de l'ancien Régime, a été vécue comme un cataclysme par de nombreux catholiques, elle a permis à l'Église, par l'entremise d'une nouvelle génération de prêtres et d'évêques au recrutement plus démocratique, de se recentrer sur la pastorale et de s'adapter aux évolutions de la société.

Isabelle von Buelzingsloewen

☐ Dirper, C., « Probleme einer Wirtschaft- und Sozialgeschichte der Sekularisation in Deutschland », in A. von Roden-Dohna, dir., *Deutschland und Italien im Zeitalter Napoleons*, Wiesbaden, 1979, p. 123-170.

HÖHLEN, H., *Kurze Geschichte des deutschen Katholizismus 1800-1960*, Mayence, 1986.

LANGNER, A., dir., *Sekularisation und Sekularisierung im 19. Jahrhundert*, Munich, 1978.

RAUSCHER, A., dir., *Deutscher Katholizismus und Revolution im frühen 19. Jahrhundert*, Munich, 1975.

SCHART, K., *Zwischen Sekularisation und Zersinken Vananum*, *Der Weg des deutschen Katholizismus im 19. und 20. Jahrhundert*, Frankfurt, 1986.

SCHIEDER, W., *Sekularisation und Modernisierung. Die Verfassung der Nationalstaaten im Rhein-Mosel-Departement 1805-1813*, Boppard am Rhein, 1987.

SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne)

Le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*) étant le parti d'État de la RDA. Il revendiquait le pouvoir politique en se fondant sur les théories marxistes-léninistes et se comparait comme l'avant-garde de la classe ouvrière, appelée à exercer la dictature du prolétariat. Pour imposer sa politique, il recourait à des « cadres » (*Kadras*) qui contrôlaient tous les domaines de l'État et de la société. Les organes du SED étaient le congrès du parti siégeant tous les cinq ans et élisant les membres du Comité central, qui élitait à son tour le secrétariat du comité central, le bureau politique et le secrétaire général (Walter Ulbricht jusqu'en 1971, puis Erich Honecker et décembre 1989). Avec ses nombreuses subdivisions et ses organisations de masse, le SED dominait tous les domaines de la société de la RDA, à l'exception de rares refuges comme les églises.

L'histoire et le développement du SED ne peuvent se comprendre que dans un contexte international. Le parti est né en 1946 dans la zone d'occupation soviétique par fusion du parti communiste (KPD) et du parti social-démocrate (SPD). Au sortir de la guerre, les deux partis manifestèrent un grand intérêt à dépasser la scission du mouvement ouvrier. Durant les mois qui suivirent, la politique du parti communiste dans la zone soviétique suscita cependant une opposition de plus en plus vive, car, avec l'aide de l'administration militaire soviétique, elle créait des difficultés aux autres partis politiques et s'efforçait de les marginaliser. Le SPD se divisa sous la pression des conflits en une aile minoritaire autour d'Otto Grotewohl qui accepta l'union avec le parti communiste et une aile autour de Kurt Schmuck qui refusa toute coopération avec les communistes. La nature exacte de la fusion donne encore lieu à des polémiques parmi les chercheurs. S'agissait-il d'un rassemblement sous la contrainte ou d'un mouvement volontaire ? Après le regroupement des deux partis au sein du SED dans la zone soviétique, la direction du nouveau parti, qui comptait en 1946 environ 1,2 millions de membres, élargit systématiquement son pouvoir selon le modèle soviétique. Lorsque la RDA fut fondée le 7 octobre 1949, l'ancien membre du parti communiste, Wil-

helm Pieck, devint le président de ce nouvel État et Otto Grotewohl en fut le premier ministre. Le véritable centre du pouvoir était toutefois le Comité central du SED, présidé à partir de 1950 par son secrétaire général Ulbricht. À ce poste, Ulbricht survécut à toutes les querelles internes au parti et, avec l'appui des troupes soviétiques, au soulèvement du 17 juin 1953. Quand, à la fin des années 1960, Ulbricht entra en conflit avec Moscou parce qu'il défendait sa propre ligne et voulait bloquer la politique de détente, Erich Honecker parvint en mai 1971 à la tête du SED. Les apparentes tendances à la libéralisation qui s'ensuivirent et l'objectif d'une « unification de la politique économique et sociale » est allémande, associés à un net essor économique —

qui venait, il est vrai, des crédits de la RFA — signalèrent une réorientation de la politique. Dans une conjoncture de reconnaissance de plus en plus large de la RDA à l'étranger et de signature de l'acte final d'Helsinki, le SED vit sa politique reconnue également sur le plan international. Son incapacité à se réformer se révéla néanmoins dans la répression des voix critiques, même lorsqu'elles venaient de ses propres rangs. Les étroites espaces de liberté se résorbèrent au plus tard lorsque le chanteur Wolf Biermann fut déchu de sa citoyenneté est-allemande. La répression, aggravée par l'extension massive du système de surveillance (Stasi), ne se manifestait pourtant plus selon des méthodes staliniennes (arrestations de masse etc.), mais dans les formes plus douces d'une démolition de l'adversaire politique. Même le cours réformateur qui s'annonçait dans le parti communiste russe sous Gorbachev à partir de 1985 n'inclina pas la direction du SED à assouplir ses structures sclérosées ou à revoir ses relations avec les mouvements d'opposition. La direction du parti préféra propager un « socialisme aux couleurs de la RDA ». La non-prise en compte des transformations en Union soviétique et dans les autres pays socialistes ainsi que le manque de flexibilité dans la gestion de nombreux problèmes intérieurs empêchèrent le SED d'engager un processus de réforme après les fuites massives d'Allemands de l'est en direction de la RFA durant l'été 1989 et après des manifestations prolongées. Quelques jours à peine après le 40^e anniversaire de la RDA, le 18 octobre 1989, Erich Honecker fut libéré

de ses fonctions et Egon Krenz prit la direction du parti. En mai 1989, le SED comptait 2 260 979 membres. En décembre 1989, il élit Gregor Gysi à sa tête, s'appela d'abord SED-PDS et, à partir de février 1990, seulement PDS.

Thomas Klemm et Christian Lotz

☐ EURABROOK, M., *Anatomy of a Dictatorship. Inside the GDR 1949-1989*, Oxford, 1995.

MAXIMCH, A., *Die SED. Geschichte ihrer Selbstverwirklichung*, Paderborn, 2000.

NAKRTI, D., STEPHAN, G.-R., « Die achtziger Jahre — Erosion der SED-Herrschaft », in EPELIMANN, R., FÄLTLNBERG, B., MAHERT, U., dir., *Bilanzen und Perspektiven der DDR-Forschung*, Paderborn, Zurich, Vienna, Munich, 2003, p. 75-84.

WEBER, H., *Die DDR 1945-1990*, 3^e éd., revue, Munich, 2000.

Sens et non-sens de l'histoire :

W. Rathenau, T. Lessing, R. Panwitz

Walther Rathenau (1867-1922), Theodor Lessing (1872-1933) et Rudolf Panwitz (1881-1969) ont en commun d'être issus de la vaste nébuluse idéologique qui marque profondément l'Allemagne de 1870 à 1933, nébuluse connue sous le nom de « critique de la culture ». La *Kulturkritik* manifeste la difficulté qu'éprouve la culture idéaliste et humaniste allemande à s'adapter au monde moderne. Le rejet de la pensée abstraite et rationnelle, doublé d'un éloge des valeurs de la vie, le refus des idéologies et de l'économie issues du libéralisme de type occidental, l'appel à une régénération de l'Allemagne : tels sont les thèmes communs aux *Kulturkritiker*, qui désignent souvent par civilisation la modernité qu'ils refusent. À une conception linéaire de l'histoire marquée par un progrès continu de l'humanité, ils opposent leur vision organique d'une histoire faite de cycles entraînant peuples et cultures dans une spirale d'essors et de déclin. Touchés, cette sensibilité commune aux phénomènes culturels débouche sur des engagements très divers. Rathenau à la partidarité d'avoir été à la fois un intellectuel reconnu, un chef d'entreprise et un homme politique. À la tête du groupe industriel AGC à partir de 1915, il est véritablement en politique après la défaite, d'abord comme expert, puis comme ministre de la Reconstruction et ministre des Af-